

## **METTRE EN LUMIÈRE DES ALTERNATIVES AGROÉCOLOGIQUES**

### ***Un processus collaboratif de réflexion et d'engagement en Afrique de l'Ouest***

Au cours de l'année 2017, le Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food) soutiendra un processus de réflexion sur l'avenir du développement agricole en Afrique de l'Ouest. Alors que l'agriculture industrielle et les approches de la « Révolution verte » promettent des augmentations de productivité à court terme, elles n'ont pas encore apporté de réponses convaincantes aux questions afférentes à la capacité des pays à se nourrir par eux même aujourd'hui et à l'avenir. Plus particulièrement, ces approches ne parviennent pas à répondre aux enjeux liés à la dépendance des états aux importations de denrées alimentaires et d'intrants agricoles, à leur adaptation au changement climatique, au maintien de leur base de ressources naturelles et à la provision d'une alimentation saine et équilibrée pour l'ensemble de la population.

C'est pourquoi, il est essentiel de penser au-delà du système agricole industriel et d'explorer des trajectoires alternatives. De nouveaux éléments suggèrent que les *systèmes agroécologiques diversifiés* ont le potentiel d'offrir une stratégie pour sortir du modèle de l'agriculture industrielle tout en soutenant des systèmes alimentaires productifs et durables. IPES-Food travaillera avec des partenaires locaux dans le cadre d'un processus de consultation, de dialogue et de recherche collaborative, pour comprendre comment l'agroécologie se définit et s'applique dans le contexte ouest-africain, quelles sont ses performances et quels obstacles elle rencontre. Le projet consiste à (i) consolider et élargir la base de connaissances sur les alternatives agricoles existantes, (ii) appuyer les efforts visant à faire émerger ces alternatives et (iii) ouvrir un large débat où différentes visions du développement agricole pourront se confronter et où de nouvelles trajectoires pourront être définies collectivement.

### **Réinvestir dans l'agriculture : quelle trajectoire pour les systèmes alimentaires et agricoles ?**

Depuis plus d'une décennie, le développement agricole occupe une place de plus en plus importante dans l'agenda politique de nombreux pays africains. À travers la Déclaration de Maputo et le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA)<sup>1</sup>, les gouvernements de l'Union africaine se sont engagés à élaborer des programmes nationaux de grande envergure pour relancer le secteur agricole et accroître sa productivité. Les enjeux sont particulièrement importants en Afrique de l'Ouest, où l'agriculture emploie

65% de la population<sup>2</sup> et où des groupes d'agriculteurs et des organisations de la société civile défendent ardemment la réorientation des investissements vers une agriculture productive et durable.

Le potentiel de croissance de l'agriculture africaine n'est pas passé inaperçu dans le reste du monde. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et maintenant les Objectifs du Développement Durable (ODD) ont fait de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la faim une priorité, soulignant la nécessité d'accroître la production alimentaire en Afrique et dans le monde. Les bailleurs de fonds internationaux et les agro-industries ont appuyé cette rhétorique en plaçant l'augmentation des rendements agricoles au cœur de leur action. Des initiatives telles que l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, la plateforme Grow Africa et la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition du G8 ont fait progresser cette vision. Ces initiatives ambitionnent de développer la filière agricole et les unités de transformation locales et soulignent la nécessité pour les agriculteurs d'avoir accès au crédit, aux marchés locaux et internationaux et aux facteurs de production (terres, intrants chimiques, semences hybrides etc.). Parallèlement, la ruée mondiale vers les terres agricoles, provoquée par la crise alimentaire de 2007-2008, a renforcé la position de l'Afrique en tant que nouvel eldorado des investissements dans l'agriculture, qui était jusqu'en 2006-2007 un secteur relativement négligé.

Cette croissance des investissements agricoles en Afrique est essentielle. En effet, du statut d'exportateur net de denrées alimentaires en 1970, le continent africain est passé à celui d'importateur net, avec un déficit commercial agricole qui a atteint 22 milliards de dollars en 2007. Ce changement de statut a été particulièrement prononcé en Afrique de l'Ouest, où les importations de denrées alimentaires se sont envolées jusqu'à atteindre 150% de la valeur des exportations agricoles<sup>3</sup>, laissant les pays fortement tributaires du marché international pour combler leur besoin en denrées de base.

**Cependant, il existe plusieurs voies alternatives par lesquelles la capacité des pays africains à se nourrir peut être améliorée. Etant donné que les choix d'aujourd'hui façonnent les trajectoires de demain, il est urgent de se demander si les recettes actuellement disponibles sont les plus adaptées à construire des systèmes alimentaires durables en Afrique.**

L'industrialisation de l'agriculture, à la suite de la Révolution verte, a réussi à augmenter la productivité agricole dans le monde entier, certes, mais avec de graves conséquences et de nombreux doutes sur la viabilité de ce modèle. Les rendements atteignent maintenant un plateau dans près de la moitié de la surface mondiale de riz et de blé, y compris dans les régions les plus riches et les plus industrialisées<sup>4</sup>. Les ravageurs, les virus, les champignons, les bactéries et les adventices s'adaptent plus rapidement que jamais aux traitements phytosanitaires : 210 espèces d'adventices résistantes aux herbicides ont déjà été identifiées<sup>5</sup>. Les engrais chimiques ont provoqué un effondrement des populations des organismes du sol (macrofaune, mésofaune, microorganismes) tout en détériorant leurs actions au sein des

écosystèmes pédologiques (recyclage des nutriments, entretien de la structure des sols, control des ravageurs etc.).

L'augmentation de la résistance des bioagresseurs et la perte de la fertilité naturelle des sols ont entraîné une augmentation de l'utilisation de pesticides et des doses d'engrais azotés. Ainsi, l'adoption de l'agriculture industrielle engendre un **cercle vicieux où dégradation de l'environnement se conjugue avec baisse de productivité**. Les monocultures, les labours profonds, l'usage intensif d'engrais et de pesticides et les autres pratiques associées à l'agriculture industrielle sont la principale cause de dégradation des terres<sup>6</sup>, qui affecte près de 33% des terres mondiales<sup>7</sup> et plus de 75% des terres arables africaines<sup>8</sup>. Les systèmes alimentaires sont quant à eux responsables d'environ 29% des émissions mondiales de gaz à effet de serre<sup>9</sup>, alors que le changement climatique perturbe déjà les systèmes de production et augmente la vulnérabilité des agriculteurs qui cultivent sur des terres marginales.

**Le développement de l'agriculture industrielle ne propose pas non plus de solutions pour améliorer durablement les moyens d'existence des agriculteurs.** Trop souvent, les possibilités offertes par l'agriculture commerciale - en particulier pour les cultures de rente - ont été favorisées au détriment des cultures dont dépendent les communautés locales. Celles-ci ont engendré une dépendance accrue à des intrants coûteux et à une poignée d'acheteurs. Par conséquent, l'augmentation de la production ne s'est pas traduite par de meilleurs résultats sur le plan nutritionnel. Aujourd'hui, 143 millions de personnes souffrent encore de la faim en Afrique, dont 36 millions en Afrique de l'Ouest<sup>10</sup>. Paradoxalement, environ 50% des personnes sous-alimentées sont de petits exploitants agricoles<sup>11</sup>. Selon la Commission de la CEDEAO, le modèle agricole actuel - avec sa dépendance à la main-d'œuvre bon marché, aux moyens de subsistance précaires et à la surexploitation des ressources naturelles - est devenu «non-viable»<sup>12</sup>.

### **Définir des alternatives en Afrique de l'Ouest**

Des alternatives *agroécologiques* existent : partout dans le monde, des agriculteurs abandonnent les monocultures et l'usage intensif de pesticides **pour diversifier leurs fermes et les paysages agricoles**, en remplaçant les **intrants chimiques** par de la matière organique, en **optimisant la biodiversité** et en **stimulant les interactions entre les différentes espèces**. Ces démarches sont réalisées dans le cadre de stratégies holistiques qui cherchent à maintenir la fertilité des sols sur le long terme, à garantir l'équilibre des agroécosystèmes et à sécuriser les moyens d'existence des agriculteurs. La nécessité d'un changement de paradigme de l'agriculture industrielle vers des systèmes de production agroécologiques a été reconnue dans plusieurs évaluations internationales réalisées, entre autres, par la CNUCED<sup>13</sup>, le processus IAASTD porté par la Banque mondiale et la FAO<sup>14</sup>, et le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation<sup>15</sup>. Dans son rapport publié en 2016<sup>16</sup>, IPES-Food a souligné le potentiel des *systèmes agroécologiques diversifiés* à réussir là où les systèmes actuels ont échoué, notamment pour concilier productivité avec stabilité

des rendements, sécurité alimentaire, protection de l'environnement, équilibre nutritionnel et équité sociale.

Ces alternatives commencent à prendre de l'essor dans l'agenda politique de l'Afrique de l'Ouest au travers d'initiatives telles que le « **Ecological Organic Agriculture Action Plan** » de l'Union africaine et le **programme de recherche régional Divecosys** sur la gestion agroécologique des bioagresseurs. Cependant, ces efforts restent négligeables en termes de financement et de visibilité. Il est par conséquent nécessaire d'explorer le potentiel de l'agroécologie comme une véritable alternative, de trouver des complémentarités avec les approches existantes, et de travailler avec un ensemble d'acteurs pour **définir collectivement de nouvelles trajectoires**. Ainsi, il convient de poser les questions suivantes, encore insuffisamment traitées à ce jour :

- **Quelles stratégies existent-ils pour sortir de l'agriculture industrielle et de l'agriculture de subsistance** qui permettraient de **maintenir voire d'augmenter les rendements agricoles** tout en renforçant la résilience et la **durabilité des agroécosystèmes face aux pressions climatiques ?**
- Comment les **connaissances, la technologie et l'innovation** peuvent-elles être diffusées tout en augmentant l'autonomie des agriculteurs et en **réduisant leur dépendance à l'égard d'intrants extérieurs coûteux ?**
- Comment les pays peuvent-ils saisir les opportunités de l'exportation de denrées alimentaires et des nouveaux investissements agricoles tout en **sauvegardant leur souveraineté nationale, en réduisant leur vulnérabilité à la volatilité** du marché international et en permettant aux agriculteurs de **remonter la chaîne de valeur ?**
- Comment lutter contre la faim et les carences en micronutriments en s'appuyant sur **l'agriculture diversifiée** déjà pratiquée par de petits exploitants pour aller vers une **diversification des régimes alimentaires locaux ?**

### **Quelles sont les activités et les objectifs du projet ?**

IPES-Food soutiendra cette réflexion dans le **cadre d'un processus d'engagement, de consultation, de partenariat et de recherche collaborative**. Dans sa phase initiale, le projet sera centré principalement sur **la région de l'Afrique de l'Ouest** afin d'analyser l'état des lieux et les opportunités de transition dans un contexte spécifique. Cependant, IPES-Food restera à l'écoute des potentielles opportunités de partenariat dans d'autres régions d'Afrique, et cherchera à produire des résultats pouvant être utiles et pertinents pour d'autres régions du continent. Le projet sera axé autour de trois activités principales:

**I) Définition du cadrage.** IPES-Food commencera par identifier les acteurs clés et les initiatives ayant lieu dans la région, ainsi que les différents modèles agricoles qui sous-tendent leurs activités.

**II) Consolider la base de connaissances et proposer des alternatives.** IPES-Food s'entretiendra avec de nombreux partenaires locaux afin de consolider la base de connaissances sur les alternatives agricoles qui émergent en Afrique de l'Ouest. Ces alternatives incluent à la fois les changements graduels des pratiques conventionnelles et les transitions *agroécologiques* plus ambitieuses<sup>17</sup>. IPES-Food cherchera à documenter comment l'agroécologie se définit et s'applique dans le contexte local, dans quelle mesure elle parvient à concilier différents défis (sécurité alimentaire, résilience, moyens d'existence, etc.) et les obstacles auxquels elle est confrontée (techniques, structurels, politiques). Cette enquête se poursuivra au travers d'un dialogue ouvert et consultatif avec un ensemble d'acteurs comprenant des groupes d'agriculteurs, des membres de la société civile, des instituts de recherche ainsi que des gouvernements et des partenaires internationaux actifs dans la région (organisations intergouvernementales, agences de développement et fondations philanthropiques). Dans la mesure du possible, IPES-Food soutiendra et s'appuiera sur le travail déjà effectué par les acteurs locaux pour construire cette base de connaissances et faire connaître ces alternatives. Ce processus d'engagement aboutira à la production d'un rapport, potentiellement écrit en partenariat avec des instituts de recherche ouest-africain, qui synthétisera les résultats de l'enquête.

**III) Construire des politiques alimentaires durables.** Comme indiqué ci-dessus, certains des obstacles à la transition sont *politiques*. Les systèmes alimentaires doivent être entièrement repensés de façon à intégrer la notion de durabilité et doivent être gouvernés de manière à concilier différentes problématiques. Il est donc essentiel de veiller à ce que différentes mesures politiques, à différents niveaux institutionnels – des subventions agricoles aux droits fonciers locaux – soient agencées et alignées sur l'objectif de construire des *systèmes alimentaires durables*. Cela exige également la création d'un forum où les décideurs politiques et les acteurs de la société civile pourront développer conjointement cette vision, où différentes expériences et connaissances pourront être échangées librement et où différents points de vue pourront être confrontés pour parvenir à un consensus. IPES-Food s'efforcera de soutenir ces délibérations là où elles existent déjà, et de promouvoir et éventuellement de co-organiser de nouveaux processus de réflexion là où ils n'ont pas encore germé.

### **Quelles sont les prochaines étapes ?**

Au cours des prochains mois, IPES-Food identifiera et contactera de nombreux acteurs **locaux, nationaux et régionaux** afin de comprendre leurs activités et d'explorer les possibilités de collaborations. IPES-Food recherchera également à faire avancer la réflexion au travers d'événements (conférences, tables rondes, forums) et de dialogues avec les décideurs politiques. Nous souhaiterons entendre tous ceux qui **construisent, étudient, plaident et se mobilisent pour des systèmes alimentaires durables** en Afrique de

l'Ouest et à travers le continent, et nous invitons ceux qui sont intéressés à collaborer à **nous contacter dès que possible.**

Le Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food) est un groupe indépendant chargé d'éclairer le débat politique sur la réforme des systèmes alimentaires au travers de la recherche empirique et d'un engagement direct dans les processus politiques à travers le monde. Le groupe réunit des agronomes, des spécialistes de l'environnement, des nutritionnistes, des sociologues et des économistes du développement, ainsi que des représentants d'ONG et de mouvements sociaux. Cette diversité d'expérience et d'expertise reflète la vision holistique d'IPES-Food sur les systèmes alimentaires et leur économie politique. IPES-Food est coprésidé par Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, et Olivia Yambi, nutritionniste et ancienne représentante de l'UNICEF auprès du Kenya. Pour contacter IPES-Food et explorer les opportunités de collaboration ou pour plus d'informations sur IPES-Food, veuillez consulter la page : [www.ipes-food.org](http://www.ipes-food.org). Ce projet se poursuivra grâce au soutien de l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA).

---

<sup>1</sup> Le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) est 'le cadre de la politique pour l'Afrique pour la transformation de l'agriculture, la création de richesse, la sécurité alimentaire et la nutrition, la croissance économique et la prospérité pour tous'. Voir : <http://www.un.org/fr/africa/osaa/peace/caadp.shtml>

<sup>2</sup> World Bank, "Agriculture Development in West Africa: Improving Productivity through Research and Extension" (2013): <http://www.worldbank.org/en/results/2013/03/28/agriculture-development-in-west-africa-improving-productivity-through-research-and-extension>.

<sup>3</sup> Manitra A. Rakotoarisoa, Massimo lafrate, and Marianna Paschali, "Why has Africa become a net food importer: Explaining Africa agricultural and food trade deficits," FAO (2012): <http://www.fao.org/fsnforum/resources/why-has-africa-become-net-food-importer-explaining-africa-agricultural-and-food-trade-defi>. Data on West Africa also refers to 2007; only in North Africa is the ratio of food imports to exports higher than in West Africa.

- 
- <sup>4</sup> Deepak K. Ray, Navin Ramankutty, Nathan D. Mueller, Paul C. West, and Jonathan A. Folley, "Recent patterns of crop yield growth and stagnation," *Nature Communications* 3 (2012).
- <sup>5</sup> David Pimentel and Rajinder Peshin, eds. *Integrated pest management: pesticide problems*, Vol. 3. Springer Science & Business Media (2014).
- <sup>6</sup> ELD Initiative, 2015. Report for policy and decision makers: Reaping economic and environmental benefits from sustainable land management. Economics of Land Degradation Initiative, Bonn.
- <sup>7</sup> FAO, State of the World's Soil Resources (2015): <http://www.fao.org/news/story/en/item/357059/icode/>
- <sup>8</sup> Khan, ZR., Midega, CAO., Pittchar, JO., Murage, AW., Birkett, MA., Bruce, TJA., Pickett, JA. (2014). Achieving food security for one million Sub-Saharan African poor through push-pull innovation by 2020. *Philosophical Transactions of the Royal Society B-Biological Sciences*, 369. DOI:10.1098/rstb.2012.0284.
- <sup>9</sup> Sonja J. Vermeulen, Bruce M. Campbell, and John S.I. Ingram, "Climate change and food systems," *Annual Review of Environment and Resources* 37 (2012): 195–222. doi:10.1146/annurev-environ-020411-130608.
- <sup>10</sup> OECD, (2016). Stats of the Week: Food Security in West Africa. Retrieved from <http://www.oecd.org/statistics/stats-of-the-week-food-security-in-west-africa.htm>
- <sup>11</sup> World Food Programme, 2015. Who are the hungry?
- <sup>12</sup> ECOWAS, (2008). Regional Agricultural Policy for West Africa, ECOWAP. ECOWAS Commission. Retrieved from: [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/01\\_ANG-ComCEDEAO.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/01_ANG-ComCEDEAO.pdf)
- <sup>13</sup> Hoffmann, Ulrich. "Lead Article: Agriculture at the crossroads: assuring food security in developing countries under the challenges of global warming." *Trade and Environment Review*, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD), (2013).
- <sup>14</sup> IAASTD (International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development). "Agriculture at a Crossroads: Global Report" (2009).
- <sup>15</sup> De Schutter, Olivier. "Agroecology and the right to food: Report presented at the 16th session of the United Nations Human Rights Council." Geneva, Switzerland, United Nations Human Rights Council (2011).
- <sup>16</sup> En juin 2016, IPES-Food a publié son premier rapport thématique : 'De l'Uniformité à la Diversité : Changer de paradigme pour passer de l'agriculture industrielle à des systèmes agroécologiques diversifiés' : [http://www.ipes-food.org/images/Reports/UniformitealaDiversite\\_FullReport\\_French.pdf](http://www.ipes-food.org/images/Reports/UniformitealaDiversite_FullReport_French.pdf) . Le rapport présente une étude mondiale sur les résultats économiques, environnementaux et sociaux relatifs à ces modèles de production contrastés. Ce rapport synthétise les données les plus récentes provenant de divers contextes, souligne le potentiel majeur des modèles alternatifs pour soutenir des systèmes alimentaires productifs et durables et identifie une série de « verrouillages » qui maintiennent l'agriculture industrielle en place.
- <sup>17</sup> IPES-Food fait référence à des *systèmes agroécologiques diversifiés* et à l'adjectif '*agroécologique*' pour décrire un type d'agriculture et d'exploitations agricoles qui englobent une série de termes et concepts tels que 'l'agriculture biologique'. Toutes ces alternatives rejettent les monocultures et réintègrent l'agriculture dans les écosystèmes dont elle dépend.